

Le Burundi entre dans sa cinquième année de crise politique

RTBF, 28 avril 2019 Il y a quatre ans débutait au Burundi un mouvement de protestation contre le troisième mandat que brigait le président Pierre Nkurunziza, plongeant ce petit pays d'Afrique centrale dans une crise qui a fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes. Les violences ont provoqué la fuite d'un demi million de personnes. Quatre ans plus tard, le parti unique du président continue à faire régner la terreur. C'est un huis clos inquietant puisque la plupart des organisations internationales ont quitté le pays.

Repression dans le sang Le président burundais avait été investi le 25 avril 2015 pour la troisième fois candidat de son parti, le CNDD-FDD (Conseil national pour la Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie) à la présidentielle du 21 juillet, qu'il avait remporté avec plus de 69% des voix, lui accordant un troisième mandat controversé. Dès le lendemain, dans plusieurs quartiers de Bujumbura, des rassemblements d'ampleur avaient eu lieu. Les manifestations avaient été réprimées dans le sang. Les violences et la répression qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'après les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête. Quatre ans après, pour le parti au pouvoir, la date du 25 avril constitue le début de la "vraie" démocratie. "Le parti CNDD-FDD salue l'acte franchie dans la consolidation de la paix et la sécurité, apprécie positivement la cohabitation pacifique entre les hommes et femmes politiques ainsi que leurs militants, dans leur diversité. Le CNDD-FDD salue la décision de certains politiciens de rentrer au pays et lance un appel à ceux qui hésitent encore de regagner le bercail, a affirmé son secrétaire général, le général Evariste Ndayishimiye, dans une déclaration lue jeudi à la presse. Dans les faits, la majorité des opposants, des militants des droits de l'homme et des journalistes burundais, ont été contraints à l'exil, notamment au Rwanda voisin, mais aussi en Belgique. Certains ont même été emprisonnés ou tués. Suspension de la coopération "Ceux qui ont causé les dégâts en 2015 sont toujours là, ceux qui ont déclenché la dissolution au sein des Burundais sont ceux-là même qui au pouvoir. Nous voyons même sur terrain des gens qui sont persécutés parce qu'ils ne sont pas membres du CNDD-FDD ! Il y a encore des gens qui fuient le pays parce qu'ils sont de l'opposition. Tout cela nous montre que la situation n'a pas évolué", a récemment affirmé le secrétaire général et porte-parole d'un nouveau parti naissant, le Front Populaire National Imboneza, Arcade Habiyambere, à la radio Deutsche Welle. La presse indépendante encore présente dans le pays continue de documenter chaque semaine des cas d'arrestations arbitraires, de tortures ou de disparitions forcées de militants de l'opposant Agathon Rwasa, essentiellement commis par les Imbonerakure, la ligue des jeunes du CNDD-FDD, qualifiée de milice par l'ONU. Le pays est depuis trois ans sous le coup de la suspension de l'aide directe au développement par l'Union européenne. Des élections l'an prochain Le Burundi doit organiser des élections générales en 2020 - présidentielle à laquelle Pierre Nkurunziza a annoncé qu'il ne serait pas candidat en attendant de l'adoption par référendum d'une nouvelle Constitution lui permettant de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2034 - et législatives - que le gouvernement a décidé de faire financer par sa population pour ne pas dépendre des donateurs internationaux. Jusqu'ici, les élections au Burundi étaient en grande partie financées par les bailleurs de fonds traditionnels (UE, États-Unis, pays occidentaux). Mais ceux-ci ont des relations très tendues avec le pouvoir du président Nkurunziza, qui a écarté leur aide cette fois-ci pour échapper à leurs pressions. En décembre dernier, le gouvernement burundais a approuvé vendredi un vieux projet de Pierre Nkurunziza en décidant de faire de Gitega, la seconde ville du Burundi, la capitale politique du pays, alors que Bujumbura restera la capitale économique. RTBF avec Belga